



DISCOURS INTRODUCTIF DU
PROFESSEUR CONSTANTIN EȚCO

Constantin EȚCO, șef Departament Economie, Management și Psihopedagogie în Medicină, USMF N. Testemițanu, președinte al Asociației de Economie, Management și Psihologie în Medicină.

L'Atelier ALASS est un évènement important pour les professionnels de la santé en Moldavie et au-delà des frontières de notre pays. Le témoignage du caractère exceptionnel de cette manifestation est votre présence dans cette salle et aussi la thématique de grande d'actualité, en particulier pour notre pays.

Je veux saluer tous les participants à l'Atelier ALASS et souligner l'honneur d'avoir l'occasion d'organiser cet évènement en République de Moldavie. Cet atelier international consacré à un thème très actuel, pour tous les systèmes de santé – le malpraxis médical et vise à favoriser l'échange d'expériences et à identifier les options qui détermineront les solutions pour la Moldavie.

La société contemporaine a une demande accrue pour les services de santé – des exigences en termes d'efficacité et de sécurité. Les décideurs des systèmes de santé au niveau mondial sont concernés par la garantie d'accès aux services de santé de qualité, des soins efficaces pour obtenir de meilleurs résultats, de la réactivité aux besoins des patients, etc., aspects qui sont directement liés aux compétences professionnelles des professionnels de la santé et pharmaceutiques, ainsi qu'au respect des droits sociaux et individuels des patients.

L'accès accru des populations à l'information médicale et juridique a comme effet de catalyser la demande d'assurer le droit à des soins de qualité, l'expression directe étant les plaintes déposées dans les établissements administratifs et les tribunaux. Le rapport de l'Institut de Médecine des États Unis sur les erreurs médicales montre qu'il y a une tendance internationale croissante en termes d'erreurs de procédure et factuelles du personnel médical et pharmaceutique, ainsi que de leur effet négatif sur la morbidité, la mortalité, l'invalidité et la période d'hospitalisation en excès.

En Moldavie, il y a une augmentation constante du nombre de plaintes des patients contre les fournisseurs de services de santé, ce fait ayant une répercussion directe sur la croissance du taux de l'expertise médico-légale du comité sur la qualité des soins de santé. L'étude d'analyse des défaillances

médico-légale dans la prise en charge chirurgicale montre que les plaintes contre le personnel médical et chirurgical ont lieu dans le cadre de la procédure pénale (68,14%) et rarement dans le cadre d'une procédure civile (5,75%). Presque 1 sur 3 cas de soins chirurgicaux soumis à l'expertise (38,5%) a identifié diverses lacunes: de diagnostic (55,2%), de tactique (56,3%) et curatifs (69%). Il a été démontré qu'il existe une corrélation et des liens de dépendance entre ces déficiences. L'étude sur l'évaluation du risque de malpraxis chez les médecins a conclu que 59,2% des médecins ont fait des fautes, selon l'opinion de leurs collègues médecins. Cependant, l'étude montre que dans 49,6% des cas d'expertise médico-légale du comité sur la qualité des soins de santé dans la période 2006-2010 (pour toutes les spécialités médicales) ont été identifiés des erreurs médicales, dont 86,4% étaient des fautes médicales. (attention : este necesara definirea erorii si a greselii si sublinierea diferentei dintre ele, altfel pentru publicul din alte tari acest pasaj nu este clar) Les erreurs médicales dans 52,6% des cas étaient des fautes de diagnostic, dans 63,2% – des fautes tactiques, dans 10,5% - des fautes techniques et dans 8,8% – des fautes dans le suivi des patients. Environ 65% des médecins considèrent que les plaintes concernant les erreurs médicales faites par les patients représentent un danger réel et actuel, et 77,3% se considèrent non protégées face à toutes les actions civiles et pénales et estiment nécessaire la mise en œuvre des assurances obligatoires de responsabilité professionnelle civile pour malpraxis médical. Un taux de 83,7% des médecins considèrent qu'il est nécessaire d'adopter des réglementations dans la législation concernant le malpraxis médical pour établir des conditions claires d'emploi de la responsabilité civile médicale.

J'ai tenu nécessairement à présenter ces données afin de souligner l'importance de cette question pour tous les acteurs du système de santé – décideurs, fournisseurs de soins de santé et patients.

En même temps, je suis convaincu que les documents présentés et les discussions afférentes seront extrêmement utiles et productives pour la communauté médicale moldave.